

Le CD&V a testé la piste d'un gouvernement Charles Michel I^{er}

Analyse Frédéric Chardon

C'est l'histoire d'un match entre le CD&V et le MR. C'est aussi un cours de technique de négociations politiques. Bienvenue dans l'ancre des tractations "suédoises" pour la désignation du futur commissaire européen... Tout s'accélère: jeudi, la Belgique est censée communiquer son choix à un Jean-Claude Juncker excédé. Soit Didier Reynders (MR), soit Marianne Thyssen (CD&V). C'est très simple et en même temps tellement compliqué.

Le CD&V veut... tout

Du côté des libéraux francophones, depuis des semaines, la ligne est limpide: le MR veut soit le "16" rue de la Loi, soit le job à la Commission. Au CD&V, on veut les deux postes. Mais aussi tout le reste (les Finances, le dédoublement au fédéral des portefeuilles déjà contrôlés à la Région flamande). Et donc, ça coince, ça irrite. Les sociaux-chrétiens sont trop gourmands par rapport à l'état réel de leur force électorale.

Mais les toutes dernières heures de négociations laissent apparaître une porte de sortie. Le CD&V commence à être raisonnable, et devrait céder un des deux postes. Le scénario le plus probable est celui qui avait été révélé par "La Libre"

en juillet: Reynders rejoint la Commission, Peeters devient Premier ministre. Pourtant, tout récemment, lors d'un rendez-vous discret entre Wouter Beke, le président du CD&V, et Charles Michel, le coformateur qui est aussi le président du MR, une autre piste a été testée: le CD&V garde la Commission et y place Marianne Thyssen tandis que le MR obtiendrait le "16".

Pour qui? Comme déjà mentionné, pour Charles Michel et non pour Didier

Reynders. En effet, ce sont bien les présidents des formations politiques qui négocient la majorité "suédoise" (MR/N-VA/CD&V/Open VLD) qui ont les pleins pouvoirs pour trancher sur la répartition des postes entre les partis et sur le nom de ceux qui les occuperont. Et on voit mal Charles Michel laisser son rival, Didier Reynders, le dépasser politiquement de plusieurs têtes en succédant à Elio Di Rupo.

Un MR au "16"?

Le CD&V a voulu tester la conviction du MR sur son exigence d'alternance linguistique des postes à la Commission et au "16". Si les sociaux-chrétiens renonçaient au Premier ministre pour garder la Commission, le MR serait-il prêt à assumer la direction du futur gouvernement fédéral de centre droit? Réponse de Charles Michel: oui...

Pourtant, le MR et son patron ne cherchent pas à déboucher sur ce scénario. On l'a déjà évoqué dans ces colonnes: ce sera déjà très dur pour les réformateurs, seuls francophones de la "suédoise", alors, mieux vaut ne pas, en plus, devoir assumer les concessions permanentes qu'impose à un parti l'exercice de la fonction politique suprême au sein du gouvernement fédéral. Charles Michel lui-même défend toujours l'option qui satellise Didier Reynders à l'Europe.

Beke vice-Premier

N'empêche que le scénario existe bel et bien et a été soumis par le CD&V au MR. Dans cette configuration, que se passerait-il? Au minimum, un jeu de chaises musicales chez les libéraux et les sociaux-chrétiens. Mais oui: Charles Michel devient Premier ministre et cède la présidence du parti à un "faisant fonction" (Chastel? Borsus?). Didier Reyn-

ders resterait probablement vice-Premier ministre MR.

Au CD&V, c'est plutôt Wouter Beke qui monterait comme vice-Premier CD&V du gouvernement Michel I^{er}. Ainsi, Charles Michel retrouverait au sein de l'exécutif une personne qui a toute sa confiance et avec qui, avant les élections, il se proposait de former l'axe central d'un futur exécutif fédéral. Toujours dans le scénario d'un gouvernement dirigé par

Charles Michel, Wouter Beke pourrait céder la présidence du parti à Kris Peeters. Et Marianne Thyssen irait bien à la Commission. Mais, on le répète, même si cette piste a gagné en crédibilité ces dernières heures, elle n'est pas la plus probable.

Technique de "négo"

Le scénario du MR au "16", "ça peut aussi être de la fièvre juste avant l'accord..." confie une source. Traduction: la deadline pour la Commission approche dangereusement et tout le monde s'énerve, teste des alternatives, tente un coup de poker, essaie d'arracher quelques accords in extremis... Car, en effet, le CD&V met dans la balance, depuis le départ, sa volonté d'obtenir, et le "16", et le commissaire européen.

Les sociaux-chrétiens connaissent peut-être mieux que personne la manière dont on infléchit un accord de gouvernement dans un sens plus favorable. Le fait de ne pas vouloir lâcher soit le Premier ministre soit le commissaire est aussi une tactique pour mettre les autres partis sous pression dans les négociations de fond. L'aile gauche du CD&V craint d'être embarquée de force dans une majorité trop à droite et il s'agit de garder des armes pour tirer les mesures du futur programme "suédois" le plus au centre possible.